



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

29-12-2015

PS, Républicains, FN, tous à l'œuvre contre le peuple

Hollande veut modifier la constitution en ce début 2016. Valls vient de déclarer à la presse le 27 décembre « Nous devons pouvoir déchoir de sa nationalité française **un individu condamné pour une atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation** (...) **même s'il est né français** » Il ajoute : « c'est le discours peut être le plus important de tout le quinquennat ».

Notre parti s'oppose totalement à ce texte qui introduit une différence de traitement injustifiable frappant les binationaux. Il peut frapper tout « individu condamné pour une atteinte aux intérêts de la nation ». Or, en France ces « intérêt fondamentaux » sont définis par les groupes capitalistes qui la dirigent avec les Valls, Hollande, Sarkozy, Raffarin etc. Ils sont à l'opposé de ceux des travailleurs et du peuple. La défense de leurs revendications, dans tous les domaines, pourra être criminalisée, interprétée comme « atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation ». Le Front National applaudit, il annonce qu'il votera la réforme constitutionnelle.

La déclaration de Valls nous concerne tous. Elle est un pas de plus dans la répression contre toutes les luttes qui ne manqueront pas de se développer face aux nouvelles attaques que le capital envisage dès janvier. « La réforme du marché du travail est la mère de toutes les réformes ... Elle est essentielle, elle marque toute notre volonté » vient de déclarer le commissaire européen socialiste Moscovici qui ajoute : « Si la situation politique l'exige, une coalition large ne doit pas être exclue par principe en France ».

Raffarin de son côté veut « une majorité de réformateurs », il souhaite qu'« un plan soit élaboré avant fin janvier, le statu quo aujourd'hui est mortel ». Construire des équipes nouvelles pour mener la même politique est leur prochaine étape.

Dès le début de l'année ils vont frapper très fort, nouvelles réductions de l'emploi dans l'industrie et le commerce mais aussi dans les services publics, les collectivités locales. Blocage des salaires, des retraites, attaques contre le code du travail, le secteur de la santé... Ils vont tout essayer, accorder aux entreprises de nouveaux droits, de nouvelles priorités, de nouvelles réductions de cotisations et d'impôts. Le projet de loi « MACRON-II » sera présenté en janvier au Conseil des Ministres.

Pour les faire reculer, beaucoup va dépendre des actions et grèves que vont mener les travailleurs partout. On note déjà une journée d'action nationale des salariés du secteur de l'énergie à l'appel de la CGT le 21 janvier, une grève le 26 janvier dans les services publics à l'appel de la CGT, FO, Solidaire, une grève des pilotes d'Air France le 28 janvier. Une manifestation est prévue devant le tribunal d'Amiens aux côtés des « GoodYear »

Nous soutenons totalement ces luttes et nous serons présents.

La responsabilité des organisations syndicales est capitale. Le syndicalisme doit être un outil à la disposition des salariés pour mener leurs luttes pour leurs revendications, contre les attaques du capital, il doit être un outil d'émancipation des salariés et du peuple pour mener la lutte de classe, il ne doit pas être un accompagnateur qui se dit « social » de la politique du capital. Participer à cela c'est aider ceux qui nous exploitent à nous exploiter davantage. Aujourd'hui plus que jamais, il faut développer l'activité syndicale pour résister, faire reculer le patronat, défendre nos droits et en conquérir de nouveaux.

Seule l'intervention des salariés et du peuple permettra de mettre leurs attaques en échec

Rassemblons-nous, agissons ensemble contre ceux qui nous exploitent, qui possèdent les leviers décisifs de l'économie française et européenne. Unis nous sommes une force considérable.

Notre Parti Révolutionnaire Communistes appelle à l'union toutes et tous dans une lutte sans compromis contre le capitalisme pour imposer un changement de politique et de société.